

L'AMI DU PEUPLE,
OU
LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,
Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,
du Moniteur, du Plan de constitution, &c.

Vitam impendere vero.

Du jeudi 10 Mars 1791.

Les conspirateurs pris dans leurs pièges, ou
analyse de la lettre d'Alexandre d'Aumont,
dit de Villequier, et d'Amedée Durfort,
dit de Duras, vaniteux contre-révolution-
naires qui se qualifient encore du titre
de premiers gentilshommes de la chambre
du roi. — Scélératesses du conspirateur
Motté. — Réflexions sur une lettre du
général, qui a voulu aussi jouer un rôle
personnel dans cette farce.

A l'Ami du peuple.

Permettez, notre ami, vous, l'imperturbable dé-
fenseur de la liberté et l'ange tutélaire de la France,

qu'un soldat-vétéran, qui vient de lire votre numéro 290, vous fasse encore une petite observation sur la conduite du héros des deux mondes, et sur les hauts faits de ce patriote, qui s'amuse à trahir la patrie pour faire preuve de son civisme.

Lundi 28 février, étant au F. St. G., je fus instruit à 8 heures du matin des menées des ennemis de la révolution pour engager les habitans du F. St. A. à se porter à Vincennes, à dessein d'en détruire le donjon, et du tocsin qu'avoit fait sonner le brave Santerre (1), pour assembler son bataillon et ceux des autres sections dans la vue de contenir le peuple, et le dissuader d'une entreprise que des bouffeux apostés ne cessent de presser.

Je ne vous détaillerai pas les tristes et piteux événemens du jour; mais pourquoi le général, qui doit veiller à la sûreté publique, lui qui s'étoit rendu au champ de Mars avant la rixe, pour arrêter les écoliers irlandais qui démolissoient l'autel de la patrie du champ de la fédération (2); lui qui accou-

(1) A demain le détail des impostures du mouchard Desmottès, aide-du-camp du général, avancées impudemment à la tête des bataillons pour engager une affaire générale, et allumer la guerre civile.

(2) J'ai toujours sur le cœur qu'un homme, qui passe pour patriote, se soit chargé d'endormir le public sur cet événement, qui étoit un coup monté par le général: la preuve en est la facilité avec la-

rut avec tant de célérité au secours qu'un de ses mouchards favoris, dont le peuple vouloit faire justice, ne fit-il battre la générale le jour de Vincennes, qu'après trois heures du soir / Il avoit été averti plus matin que moi, à supposer qu'il ne fût pas lui-même l'auteur du soulèvement qu'on cherchoit à exciter pour avoir un prétexte de massacrer le peuple. Il savoit donc que l'effroi saisiroit les Parisiens, qu'ils ne seroient de retour qu'à la nuit; et il espéroit que, rendus de fatigue, ils ne songeroient qu'à prendre du repos, qu'ils seroient bientôt dans leurs lits livrés au sommeil, et qu'on auroit bon marché du peu de monde qui étoit de garde aux Tuilleries, en cas de quelque résistance : si tant est qu'il ne cherchât pas à allumer la guerre civile. Ses emissaires et ses parasites crièrent le lendemain que les connoisseurs avoient admiré ses manœuvres : un soldat répondit que quelques brigades de mâtchassée auroient suffi pour arrêter soixante jeunes gens sans armes : teisme exploit pour un officier général qui avoit dix mille hommes et dix pièces de canon sous ses ordres : le tout pour enfoncer la grille de la barrière du trône; ce que le dernier des goujats au-

quelle il relâcha ces jeunes gens qui étoient ses emissaires, crainte qu'ils ne vinssent à parler, et qu'il n'avoit arrêtés que pour faire preuve d'un faux civisme. J'en suis d'autant plus persuadé que l'auteur de la relation qui en fut jetée dans le public ne l'a point faite à ses frais; et je l'aurois déjà dénoncé au public, si l'on ne m'avoit représenté qu'il voioit été lui-même induit en erreur.

roit fait, comme lui, avec une poignée d'alguazils à cheval. De cette répartie s'ensuivit une querelle qui n'a pas été sérieuse, le soldat n'étant pas un plaisant avec lequel on pût prendre des libertés.

Vous savez les propos violens de Mottie au maire de Vincennes et au brave Santerre. Vous savez aussi la pantalonade jouée entre Villequier et Mottie pour berner les badauds. Mais vous ignorez, peut-être, le nombre prodigieux de soldats d'ordonnance que le général ne cessoit d'envoyer à Paris. Comment ce chef indigne prétendra-t-il avoir ignoré le complot des Tuilleries, lui qui a des légions de mouchards sur pied, ou plutôt lui qui est l'arc-boutant des contre-révolutionnaires.

Ses valets pronent sa promotion à la place d'inspecteur de la maison du roi, comme la digne récompense de ses services; c'est presque l'épée de connétable que vous avez prédit qu'il accrocheroit; mais qu'il se seroit bien gardé d'accepter, s'il avoit eu de l'ame, aujourd'hui qu'il sent bien n'avoir plus la confiance de la nation, et qu'il ne se soutient plus qu'à force d'argent, prodigué à des milliers de scélérats pour l'encenser. Mais le plat gueux tiendra bon, comme vous le dites, jusqu'à ce qu'il ait consommé la perte de la patrie, si on le laisse aller sans en faire justice.

Signé, A., citoyen actif de la section des Tuilleries.

Réflexion.

Il est honteux qu'après le décret sanctionné, qui proscriit l'accumulation des emplois, et sur-tout des

grandes places toujours fatale à la sûreté et à la liberté publiques ; le Sr. Montie n'ait pas déjà été forcé d'opter entre celle de membre de l'assemblée nationale et celle de commandant-général de l'armée parisienne, dont les fonctions seroient incompatibles, par cela seul que chacun de ces emplois exige l'homme tout entier. Que penser de son mépris pour les loix, dont le coquin affiche de prêcher l'observation, quand on le voit se faire donner encore la charge d'inspecteur de la maison du roi ; charge qui vient d'être créée pour lui ménager les moyens de pratiquer dans le château des Tuilleries mille passages inconnus, destinés à y introduire furtivement les conjurés, ou même pour les y attirer ouvertement lui-même, sous l'habit national, les décorations d'officiers, et le prétexte de conférer avec eux.

Ces places sont incompatibles (1), il importe à la sû-

(1) C'est une bien pauvre raison de n'objecter contre cette nouvelle charge que la faculté qu'elle donne à Montie de disposer de la liste civile : ignore-t-on qu'il a le trésor public à sa disposition, et qu'il dépense plus de cent millions par an pour aveugler et corrompre le peuple, dans l'espérance de le remettre à la chaîne. Cette charge est dangereuse sur-tout en ce qu'elle le rend maître de toutes les places de la maison du roi, desquelles il peut chasser de fideles serviteurs pour les remplir de ses créatures, se rendre maître absolu de l'esprit du roi, le tenir dans une entière ignorance de ce qui se passe,

reté publique qu'il en soit destitué immédiatement ; en attendant , je somme la municipalité parisienne d'arrêter que le général ne pourra aucunement donner audience au château des Tuilleries , ni recevoir dans une maison quelconque qu'habiteroit la famille royale , aucun autre officier que ceux qui seroient de garde , sous peine de répondre sur leurs têtes de toutes les entreprises , que le général auroit faites par leur négligence pour enlever le roi , sa femme , son fils et le reste de la famille.

Observations sur le prétendu assassin du dauphin.

Les conspirateurs qui ne demandoient qu'un prétexte de se porter en armes chez le roi ; mais qui ne vouloient pas sacrifier à la vindicte du peuple , un de leurs complices , envoyèrent à l'instant au secours du Sr. Court , plusieurs émissaires qui l'ont réclamé comme galant homme , en le faisant néanmoins passer pour un original qui avoit l'habitude de porter dans sa poche un poignard , comme d'autres portent une épée au côté. Mais un homme honnête qui auroit pareil le manie , porteroit le poignard à la ceinture , comme font les Turcs , et non dans la poche , comme font les brigands. Le poignard est de la nouvelle fabrique , c'est un stilet bayonnette , parfaitement semblable à ceux qui ont été fabriqués pour les conspirateurs : ainsi , nul doute

lui en imposer sur les bonnes intentions du peuple à son égard , et le pousser dans mille démarches inconsidérées qui pourroient entraîner sa perte.

qu'il ne soit leur complice. A l'égard de l'aliénation d'esprit, le contraire a paru à l'examen : et puis le prévenu est lieutenant du roi à Salins, place que ne sauroit occuper un insensé ou un original. Sa place seule prouve qu'il est suppôt de la cour, dont il est bas valet, par les préjugés de son éducation.

Ainsi, nul doute qu'il ne soit l'un des conjurés; la présentation de sa carte et de son poignard, jointe à sa place et à sa naissance, porte la certitude jusqu'à conviction. Nul doute encore qu'il ne se présentât à dessein de se faire arrêter. Le Sr. Deshayes étoit dans la confiance : aussi a-t-il fait le rôle de compere, vis-à-vis de Rosset, qui paroît ne s'être douté de rien. Enfin, nul doute que son arrestation ne soit une pantalonade pour faire croire que le compere Bailly n'étoit pas de la bande, sa translation à la force en est la preuve la plus évidente : car sa qualité de contre-révolutionnaire devoit le conduire tout droit à l'abbaye ou à la conciergerie. Mais soyez sûr qu'il n'y sera pas long-tems, et cette affaire sera effacée comme tant d'autres, par les nouvelles qui surviendront : car la multitude des attentats des ennemis publics fait qu'ils se font oublier l'un l'autre, et qu'on n'y songe plus.

A l'Ami du peuple.

Rien n'est plus vrai, monsieur, que ce que vous dites au sujet des Suisses : je viens d'en recevoir la déclaration la plus authentique ; les soldats con-
signés étoient pour nous ; et les officiers disoient :

minuit aux contre-révolutionnaires, l'affaire est man-
quée, etc.

Signé A. B., citoyen actif
de la section des Tuilleries.

Ce 6 mars 1791.

Observations de l'Ami du Peuple.

J'ai relévé les impostures et les sottises de la
feuille intitulée : *nouvelle conspiration découverte par*
M. de la Fayette, et j'ai fait voir jusqu'à l'évidence
qu'il s'agit des déclarations stupides de l'infâme
auteur de cette feuille pour démontrer que le Sr.
Motté est le chef des conspirateurs, trouvés en ar-
mes chez le roi ; puisqu'il ne les a pas fait arrêter
sur le champ et traduire en prison, comme les in-
fortunés citoyens qui démolissoient quelques pier-
res du donjon de Vincennes : puisqu'il s'est mis
à les turlupiner, et qu'il a relâchés tous ces scé-
lérats, que le public regarde comme des traîtres,
conjurés pour consommer la perte de la nation.

J'ai développé la pantalonade concertée avec le
Sr. d'Aumont, dit de Villequier, lequel pour dis-
culper le Sr. Motté, s'étoit fait le bouc Azazel des
conjurés, la fable du public : mais je n'aurois pas
imaginé que cette pantalonade auroit une suite qui
vient de paroître effrontément : ce qui prouve à
quel point le Dieu Motté compte sur la sottise
de shadouds.

Le lendemain de la conspiration éventée, ce cour-
tisan perfide s'empresse d'adresser à l'armée pa-
risienne un ordre général, dont le but étoit, pré-
mièrement

mièrement de flagorner les gardes nationaux en leur témoignant une confiance exclusive et aveugle, secondement de laver de la qualification de conspirateurs ses complices les conjurés, qui s'étoient introduits furtivement en armes dans l'appartement du roi : troisièmement de rendre au roi la confiance publique ; en leur faisant acroire qu'il ne vouloit être entouré que des soldats de la liberté ; confiance qu'il a si fort mérité de perdre en concertant sa fuite avec les ennemis de la révolution. Enfin, de retirer des mains des gardes nationaux et des citoyens les armes (1) dispendieuses qui avoient été enlevées aux conspirateurs pour les remettre au roi par les mains du procureur syndic de la commune.

Aujourd'hui les Srs. d'Aumont, ci-devant duc de Villequier, et Dufort ci-devant marquis de Duras, qui continuent l'un et l'autre, à se qualifier du titre aboli de premiers gentilhommes de la chambre, viennent d'écrire une lettre au Sr. Motté, laquelle très-certainement a été concertée avec lui. Elle a pour but d'en imposer au public par un ressentiment simulé contre les inculpations indirectes faites aux conspirateurs surpris en armes chez le roi : et par les plaintes de ces conjurés qui se prétendent engagés par honneur à se laver aux yeux de la nation et du public. Cela ne sera pas aisé.

Que vous dirai-je mon cher lecteur, je ne serois pas surpris de voir cette pantalonade appuyée par un procès en règle dans les nouveaux tribunaux. Et pourtant ce ne seroit là qu'une altercation de commande, comme celle de Deslaibes contre Bailly. Or on peut être sûr d'avance qu'ils ne lui donneront aucune suite, pour ne pas démentir le proverbe : *eslère de gueux ne dure pas.*

Si la canaille de la cour se piquoit au jeu : assurément il ne tiendrait pas à moi de la provoquer à se couvrir de ce ridicule, à la face de la France entière ; mais ce seroit folie de s'en flatter. Que

(1) Ce sont des pistolets anglois à quatre coups dont la paire coûte au moins dix louis.

faire ! Développer les vues secrètes qu'elle se propose dans la publication de cette lettre concertée.

Le premier objet des gardeurs de la chambre du roi, et des courtisans au nom desquels ils réclament est de faire passer Mottié aux yeux du public, pour n'être pas de leur bande, et de lui donner ainsi un certificat de patriotisme : — Sur quoi fondé ? Sur ce qu'ils se fâchent contre lui : eux qui sont bien connus pour aristocrates, preuve sans réplique, si jamais il en fut ! — Et de quoi, je vous prie se fâchent ces Mrs. de ce qu'ils prétendent que mons Mottié a témoigné à l'un d'eux, dans le cabinet (1) du roi, que parmi les gens en armes qui remplissoient les appartemens, il s'en trouvoit de *just mens suspects*, c'est-à-dire, *peu de son goût*, paroles qu'ils affectent de relever avec humeur, pour avoir occasion de le sommer de les nommer, (ce qu'ils savent bien qu'il ne fera pas) et profiter ensuite de son silence, pour affirmer qu'il n'y avoit là que
 » des maréchaux de France, des officiers-généraux,
 » des militaires, des officiers de la maison du roi,
 » des députés, des fédérés, et des citoyens hon-
 » nêtes dont les sentimens étoient connus, et qui
 » ne se sont rendus au château que pour concourir avec la garde nationale, aux yeux de laquelle
 » on les a calomniés, à l'honneur de défendre leur
 » roi : et d'en partager les dangers. Mais admirés avec quelle adresse, ils évitent de nommer les
 » masques, c'est-à-dire les membres du club monarchique, et les membres du club des fédérés, les députés anti-révolutionnaires Cazales, Montlosier, Clermont-Tonnere, Virieux, Foucault, Desprésmesnil, etc.

(1) L'auteur de cette lettre dit (page 5) que Mottié avoit tenu ces propos à l'un d'eux dans le cabinet du roi : tandis que l'auteur de la nouvelle conspiration découverte par M. de la Fayette, dit que c'étoit en public, en présence des courtisans et en présence des officiers de la garde nationale : lui où l'autre a donc menti. Tous deux si vous le voulez bien car le propos n'a jamais été tenu.

les officiers des gardes du roi, des gardes françoises et des gardes suisses; Poix, Berthier, Dagoust, les d'Affry, Chateau-vieux, Diesback, Maillardoz, etc. un grand nombre de gardes du corps et de fédérés. Ils ne disent pas que ces gens-là, au nombre de huit à neuf cens et la plupart bottés, s'étoient introduits furtivement dans le château par les passages secrets du logement des officiers suisses : il ne disent pas qu'ils n'avoient que des armes cachées, des pistolets, des cannes à épée, et des poignards, arme d'assassins.

Voyez comment ils se battent les flancs pour dénaturer la question, pour faire voir que les personnes rassemblées chez le roi étoient des maréchaux de France, des officiers généraux, des militaires des députés, des fédérés : c'est-à-dire des personnes de la cour, des officiers du roi, des serviteurs du roi, des créatures du roi toutes dévouées au monarque. Mais il ne s'agit pas de savoir, si ces gens là rassemblés en armes avoient intention d'attendre aux jours du roi. et pouvoient lui faire courir quelques dangers : assurément c'est ce que personne ne croira. Il s'agit de savoir s'ils avoient le projet d'enlever le roi avec sa famille ; et c'est ce dont personne ne doutera, *Or voilà leur crime* : crime atroce qui auroit infailliblement allumé les feux de la guerre civile, et inondé la France de sang : c'est ce crime dont il importe au salut public de poursuivre la vengeance : c'est ce crime qu'il importe de punir.

Ils voudroient faire croire qu'ils sont accourus au secours du roi, à la nouvelle de l'homme arrêté avec un poignard dans la chambre du Dauphin. Mais cet homme étoit un de leurs complices (1). Mais s'ils étoient venus au secours du roi ; ils ne se seroient pas coulés dans le château par des passages dérobés, ils ne se seroient pas armés de pistolets et de poignards ; ils n'auroient pas cachés sous leurs habits ces armes traitrestes. Mais loin de se sous-

(1) Le ci-devant marquis de Court, lieutenant du roi, à Salins.

traire aux yeux de la garde nationale ; ils seroient venus en foule solliciter la permission de se réunir à elle en bons citoyens, pour augmenter le nombre des défenseurs du prince, ils auroient demandé des armes : et se seroient mis sous les ordres des officiers du poste.

Voilà le seul parti que des citoyens honnêtes auroient pris, le seul qui indique le premier mouvement de la sensibilité : tout autre ne pouvoit qu'être suspect : et le parti mystérieux qu'ils ont mis en usage, n'annonce que le dessein secret de poignarder la garde, pendant la nuit, et d'enlever la famille royale.

A l'Ami du Peuple.

Hier au soir, me trouvant dans une assemblée où étoient plusieurs membres de l'état-major, j'en observai deux assis près de moi, qui parloient, à voix basse, de la journée du 28 février : un récit assez long des différentes versions qui courroient dans le public, fut interrompu par un nouveau venu, qui leur dit de prime abord. » Hé bien, il n'a donc pas accépté, c'étoit bien commode que cette place d'inspecteur de la maison du roi, j'en ai un regret extrême : » c'est ce b. . . d'Ami du Peuple qui en est cause, » répliqua l'un des interlocuteurs, ce démon n'a-t-il pas été mettre la main sur le nid. Que me dis-tu là—Hé oui, sacre-dieu, cela n'est que trop sûr. » Il a invité la garde à dénicher les oiseaux, il a bien fallu qu'ils s'envolent. — Je ne sais si ma figure annonçoit un air de curiosité ; mais ces messieurs m'ont fixé tous à la fois, et ils ont levé le siège pour aller à l'embrasure d'une croisée achever leur conversation. Comme je n'ai rien compris à cette énigme, je vous prie de m'en donner la clef.

Signé G. L. officier des grenadiers volontaires et citoyen actif.

Ce 9 mars 1791.

Réponse.

Bien convaincu que les parisiens n'ont ni assez de lumières, ni assez d'énergie pour demander la

destitution du général, et que l'assemblée nationale est trop corrompue pour lui ordonner d'opter entre les places incompatibles qu'ils réunit. J'ai travaillé à développer l'abus funeste qu'il peut faire de celle d'inspecteur de la maison du roi, en se rendant maître de toutes les personnes qui abordent le prince, et faisant pratiquer dans les maisons royales des passages secrets pour y introduire les conjurés. C'étoit le forcer à renoncer à tout projet de cette espece, ou à le démasquer lui-même aux yeux des gardes nationaux les plus prévenus, c'étoit l'exposer à leur vengeance, dès l'instant où il ouvriroit le moindre passage secret dans le château des Tuilleries; c'étoit creuser une mine sous ses pieds, et y mettre le feu. Le rusé carabin a senti la mèche, & contraint de renoncer à une place (1) dont il ne pourroit pas abuser, il a poussé la tartuferie jusqu'à faire l'étonné des bruits qui ont couru sur sa nouvelle dignité. Voilà le mot de l'énigme.

Lettre du général Mottié.

» Un article du Journal de Paris, copié dans
 » plusieurs autres feuilles, m'a investi de je ne
 » sais qu'elle *surintendance* de la maison du roi, ab-
 » solument étrangère aux fonctions de la garde na-
 » tionale. Quelle qu'ait été la combinaison du pre-
 » mier auteur de cette fable, je dois, en la démen-
 » tant, m'occuper un instant d'une lettre signée par
 » les personnes véritablement chargées de ce ser-
 » vice.

Le voilà ce grand général, se métamorphosant lui-même en farceur, en acteur de parades, pour en imposer aux badauds.

» C'est au nom des maréchaux de France, des
 » officiers-généraux, des militaires de tout grade,
 » des officiers de la maison du roi, des différens
 » députés des fédérés, que MM. Villequier et Du-

(1) Cette lettre est tirée du patriote françois, feuille depuis long-temps vendue au général.

» ras prétendent parler. Mais ne pourrois-je pas,
 » moi, demander à MM. les maréchaux de France,
 » à tous ceux des citoyens désignés dans cette let-
 » tre, qui respectent la constitution et qui chéris-
 » sent l'ordre public, ce qu'eux-mêmes ont pensé en
 » voyant ce rassemblement nombreux d'hommes ar-
 » més se placer entre le roi et ceux qui répondent
 » à la nation de sa sûreté ? »

Ils ont pensé que c'étoit le plus beau jour de leur vie, jusqu'au moment où leur complot a été découvert par les grenadiers de garde. Mais voyez de grâce avec quelle astuce il évite de désigner ces prétendus amis de l'ordre qui sont les ennemis de la révolution. Il n'a garde de dire que c'étoient les membres du club monarchique dont il étoit le fondateur ; les membres du club des fédérés, dont il étoit le protecteur ; les dépurés anti-révolutionnaires, dont il est le complice ; les officiers aux gardes, et les gardes du roi, dont il a été le sauveur le 6 octobre ; en un mot, la noire bande des conspirateurs, dont il est le chef. N'a-t-il pas bonne grace de venir ici faire le fâché de les avoir trouvés entre le roi et les soldats de la liberté !

» Il me suffit, pour éviter toute interprétation in-
 » dieuse, de déclarer ».

» Que j'entends par soldats de la *liberté* ceux,
 » à quelque partie de la force publique qu'ils ap-
 » partiennent, qui ont prêté serment à la nation,
 » à la loi et au roi, que la constitution reconnoît
 » et qui veulent vivre et mourir pour elle ».

Avec quel astuce le fourbe évite de nom-
 mer la *patrie* la *révolution* : pour ne parler
 que d'une constitution manquée, de funes-
 tes décrets calculés pour nous remettre à la
 chaîne, et qui consommeroient légalement nô-
 tre ruine, s'ils n'étoient abrogés.

» Que j'ai entendu par *plusieurs hommes justement*
 » suspects ceux qui, portant des armes cachées, ne
 » se sont fait remarquer que par des propos anti-
 » patriotiques et incendiaires, et qui, loin de se

» faire reconnoître par les postes de la garde nationale, auxquels ils se proposoient, dit-on de se joindre, les ont évités en s'introduisant par une entrée nouvellement pratiquée ».

» Certes, il est périlleux en pareil cas au commandant de la garde nationale, chargé des ordres du roi pour la sûreté de son palais, de prendre des mesures efficaces pour que pareil événement ne se répète pas ».

C'est donc à prévenir simplement leur récidive, que le fourbe borne la peine de ces scélérats, qu'il est forcé de représenter lui-même comme des ennemis de la patrie, et qu'il auroit dû faire arrêter sur le champ, comme conspirateurs, lui qui se fait si peu de scrupule de jeter aux fers les défenseurs de la liberté, les amis de la révolution. Le fourbe, ai-je dis, je me trompe, il est sincère, très-sincère, dans cette conjoncture : car si on fait attention que ces ennemis de la révolution sont ses complices, on sentira que les mesures efficaces qu'il entend prendre pour que pareil événement ne se repette plus, se borneront à empêcher que les conspirateurs ne soient désarmés et houspillés de la sorte une autre fois. Sa déclaration, loin d'être un trait d'hypocrisie, est donc une simple naïveté.

Ce n'est pas que cette naïveté ne soit une sanglante ironie, une cruelle injure, un trait perfide de trahison : puisqu'il y joue le patriote tout en conspirant contre la patrie, et en se moquant de ses défenseurs.

» Au reste, si ma conduite dans le cours de cette journée a pu être utile, j'abandonne volontiers à mes ennemis la consolation d'en critiquer quelques détails ». Signé La Fayette.

Le tarruffe finit en singeant Scipion accusé devant le peuple Romain, et donnant le ch. n.

ge à ses dénonciateurs en lui rapellant ses victoires , et en lui proposant de monter au capitol y rendre grace aux Dieux. — Lâche et perfide machinateur (1), demain j'acheverai d'acquiescer le peuple , dont je suis l'organe , de la reconnaissance qu'il te doit. Ici les lecteurs sensés se demanderont avec surprise comment le divin Mottié a eu l'impudeur de jouer personnellement un rôle dans la farce des gardes de la chambre du roi. Ne voyez-vous donc pas qu'il vouloit en imposer au public et lui faire dire : « O le bon patriote que ce » M. la Fayette , qui ne craint pas , pour nous » défendre , de se brouiller avec tous les aristocrates qui vouloient enlever le roi ! »

Je terminerai ce numéro comme celui qui précède , en demandant justice du rassemblement clandestin des contre-révolutionnaires armés de poignards dans l'appartement du roi ; crime de leze-nation qui est à la fois une trahison envers la patrie , une injure à la garde nationale et une insulte au prince ; en un mot , une trame de renverser la constitution par l'enlèvement du roi , et un projet d'allumer la guerre civile par l'assassinat des sentinelles du château ; forfaits monstrueux dignes du dernier supplice. Que toutes les sections de la capitale se rassemblent donc à l'instant pour en demander justice. Elles le doivent pour le salut de la nation , pour leur propre salut , pour la sûreté même de la garde nationale. Si ce forfait reste impuni , quel citoyen insensé exposerait de nouveau sa vie pour garder celle du prince , au risque d'être égorgé par les conspirateurs , au milieu des ténèbres de la nuit !

(1) Le numéro de demain sera destiné à développer les perfides projets du général dans sa conduite infâme contre le brave Santerre.

MARAT , l'ami du peuple.

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.